



Procès-Verbal du Conseil Municipal

Séance du Jeudi 12 Mai 2016

20h30 – Salle du Conseil Municipal



L'an deux mille seize, le jeudi 12 mai à 20h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du Conseil Municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRÉSENTS : Mme Christine GUILLETTE, M. Jean-Claude DARCY, M. Bernard ANDRE, M. Frédéric WEISS, Mme Florence BERTHEAU, M. Frédéric DEVARREWAERE, M. Patrick MOIREAU, et Mme Christine CASSUS.

ONT DONNÉ POUVOIR : Mme Brigitte JOULOT VIBRAC à M. Bernard ANDRE,

ABSENTS NON EXCUSÉS : M. Patrick CHANUT

<u>Nombre de Conseillers Municipaux</u> En exercice : 10 Présents : 8 Pouvoir : 1 Votants : 9

Date de convocation : le 29 avril 2016

Date d'affichage : le 29 avril 2016

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Frédéric WEISS a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 24 Mars 2016

Le procès-verbal de la séance du jeudi 24 Mars 2016, préalablement transmis aux Conseillers Municipaux est adopté sans observation, à l'unanimité.

II - DÉLIBÉRATIONS

1 - *Délibération N°2016-05/20 : SDESM Travaux d'enfouissement place de la Mairie*

Considérant l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2013 n°31 du 18 mars 2013 relatif à la création du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne ;

Considérant que la commune de Marolles en Brie est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

Considérant l'Avant-Projet Sommaire réalisé par le SDESM à l'occasion d'un projet l'enfouissement des réseaux Place de la Mairie

Le montant des travaux est estimé d'après l'Avant-Projet Sommaire à :
40 049,50 € HT, participation communale de 20 % soit **8 009,90 € HT** pour la basse tension,
34 353,41 € TTC, participation communale de **17 551,03 € TTC** pour l'éclairage public,
24 792,84 € TTC pour les communications électroniques.

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

APPROUVE le programme de travaux et les modalités financières.

DELEGUE la maîtrise d'ouvrage pour le réseau d'éclairage public au SDESM.

DEMANDE au SDESM de lancer l'étude d'exécution et les travaux d'enfouissement des réseaux basse tension, éclairage public et communications électroniques de la place de la Mairie.

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif de l'année de réalisation des travaux.

AUTORISE Mme le Maire à signer les conventions financières relatives à la réalisation des travaux jointes en annexe et les éventuels avenants.

2 - *Délibération N°2016-05/21 : SDESM Contrat de Maintenance éclairage public 2016 – 2020*

Vu le code des marchés publics ;

Vu l'article L.2212-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui charge le Maire de la police municipale ;

Vu l'article L2212-2 du CGCT relatif à la police municipale dont l'objet est « d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques », et notamment l'alinéa 1° dans sa partie relative à l'éclairage ;

Considérant que la commune de Marolles en Brie est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

Considérant que le Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) assurait une prestation dans le cadre de l'entretien et la maintenance de l'éclairage public de ses communes adhérentes ;

Considérant que le SDESM souhaite poursuivre cette prestation dans l'intérêt des dites communes ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

• **DECIDE** d'adhérer au nouveau contrat de maintenance préventive et corrective de l'éclairage public au SDESM pour une durée de quatre ans (2016 à 2020).

Le forfait annuel des prestations de maintenance préventive et corrective pris en charge par le SDESM comprend :

- L'inventaire, l'étiquetage et la mise à jour du patrimoine.
- Au point lumineux, le nettoyage et le remplacement de tous les organes en défaut au cours du contrat : lampe, appareillage d'alimentation (ballast), drivers LED, plaque électronique LED, câblerie et petit matériel,
- Le contrôle annuel des supports et des luminaires.
- A l'armoire, le nettoyage et le remplacement de tous les organes en défaut au cours du contrat : protections électriques, contacteurs, horloges et petit matériel,
- Le contrôle annuel et réglage des organes de commande dans les armoires avec un relevé des consommations.
- La remise d'un rapport annuel sur l'état du patrimoine avec des préconisations d'amélioration.
- Un outil de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) destiné à gérer les installations d'éclairage public, qui permettra aux communes de connaître leur patrimoine et gérer les demandes et le suivi des interventions.

Les communes prendront en charge les prestations suivantes :

- Les recherches de défauts.
- Le mobilier non pris en charge par le SDESM (mâts, lanternes, armoires)
- Le remplacement des lampes à vapeur de mercure défectueuses qui nécessitera le remplacement complet de la lanterne,
- Les accidents et incidents non prévisibles (vandalisme, météo..),
- Les travaux de rénovation et de mise en conformité,
- Les travaux de création et d'extension,
- Le traitement des déclarations de travaux (DT DICT).

AUTORISE le SDESM à consulter les entreprises pour le compte et le bénéfice des communes au travers de ce nouveau marché et à négocier pour le bénéfice de la commune à travers ce contrat le bordereau de prix correspondant aux prestations payées par la commune.

DIT que la compétence éclairage public reste communale.

3 - Délibération N°2016-05/22 : Décision Modificative sur le budget communal

Mme le Maire, rapporte qu'il est nécessaire de modifier le budget communal.

Considérant qu'une décision modificative du budget communal s'impose, le Conseil Municipal vote :

Dépense fonctionnement : article 2131, chapitre 21 : plus 13 350 €

Recette investissement : article 280412, chapitre 040 : plus 13 350 €

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la décision modificative du budget communal.

4 - Délibération N°2016-05/23 : Mise en place du prêt du budget communal au budget de l'assainissement collectif

Mme le Maire expose qu'il serait nécessaire de mettre en place un prêt entre le budget communal et le budget annexe de l'assainissement, afin que ce dernier puisse rembourser le solde du prêt N°178557 auprès du Crédit Agricole et d'éviter les intérêts.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

Taux : 0% Linéaire Durée : 10 ans

Montant : 93 000,00 €

	Echéance	Montant	Capital restant dû
1	1 septembre 2017	9 300,00	83 700,00
2	1 septembre 2018	9 300,00	74 400,00
3	1 septembre 2019	9 300,00	65 100,00
4	1 septembre 2020	9 300,00	55 800,00
5	1 septembre 2021	9 300,00	46 500,00
6	1 septembre 2022	9 300,00	37 200,00
7	1 septembre 2023	9 300,00	27 900,00
8	1 septembre 2024	9 300,00	18 600,00
9	1 septembre 2025	9 300,00	9 300,00
10	1 septembre 2026	9 300,00	-

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la mise en place de ce prêt. La première échéance sera à partir de septembre 2017.

5 - Délibération N°2016-05/24 : Remboursement anticipé du prêt N°178557 sur le budget de l'assainissement collectif

Suite à la délibération N° 2016-05/23, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité, le remboursement anticipé du prêt N°178557 auprès du Crédit Agricole, afin d'éviter les intérêts.

6 - Eclairage public sur les hameaux

Mme le Maire propose d'effectuer la mise en place de l'éclairage public dans le hameau de Malnoue. Le conseil municipal propose qu'une enquête soit menée auprès des administrés concernés. M. Patrick Moireau s'en charge.

7 - Délibération N°2016-05/25 : Marché public réfection de la voirie « route de Chevru, après le Lavoir de « Bois St Georges » jusqu'à l'entrée du hameau de « La Malnoue »

Mme le Maire rappelle la consultation engagée conformément à l'article 28 du code des marchés publics (marchés à procédure adaptée) pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

L'appel d'offre a été affiché en mairie. La date limite de réception des offres en mairie était le **16 Octobre 2015, à 18 heures. L'ouverture des plis a été effectuée le 23 Octobre 2015.** Les différentes entreprises ont été notées selon les critères suivants :

Qualité des matériaux et garantie	20%
Prix	70%
Délai	10%

Demande de 3 options de devis pour :

- Bi-couche
- Enrobé 6 cm d'épaisseur
- Enduit renforcé

Deux entreprises ont répondu à cet appel d'offre.

WIAME (77260 SEPT SORTS)	Bi-couche	23 344,80 € TTC
	Enrobé 6 cm d'épaisseur	45 722,40 € TTC
	Enduit renforcé	24 165,60 € TTC
COLAS (78771 MAGNY LES HAMEAUX)	Bi-couche	18 204,00 € TTC
	Enrobé 6 cm d'épaisseur	51 856,80 € TTC
	Enduit renforcé	26 412,00 € TTC

Les offres sont présentées aux conseillers qui ont établi le classement suivant :

Qualité des matériaux et garantie 20%

WIAME	Bi-couche	20 points
	Enrobé 6 cm d'épaisseur	20 points
	Enduit renforcé	20 points
COLAS	Bi-couche	18 points
	Enrobé 6 cm d'épaisseur	18 points
	Enduit renforcé	18 points

Prix : 70%

WIAME	Bi-couche	52,50 points
	Enrobé 6 cm d'épaisseur	70 points
	Enduit renforcé	70 points
COLAS	Bi-couche	70 points
	Enrobé 6 cm d'épaisseur	61 points
	Enduit renforcé	63 points

Délai : 10%

WIAME	Bi-couche	10 points
	Enrobé 6 cm d'épaisseur	10 points
	Enduit renforcé	9 points
COLAS	Bi-couche	10 points
	Enrobé 6 cm d'épaisseur	10 points
	Enduit renforcé	9 points

Note globale :

WIAME	Bi-couche	82,50 points
	Enrobé 6 cm d'épaisseur	100 points
	Enduit renforcé	99 points
COLAS	Bi-couche	98 points

Enrobé 6 cm d'épaisseur	89 points
Enduit renforcé	90 points

Le Conseil Municipal choisit l'enduit renforcé.

Le classement s'établit comme suit :

WIAME	Bi-couche	2
	Enrobé 6 cm d'épaisseur	1
	Enduit renforcé	1
COLAS	Bi-couche	1
	Enrobé 6 cm d'épaisseur	2
	Enduit renforcé	2

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Décide de retenir la proposition présentée par l'entreprise Wiame (77260 SEPT SORTS) avec le devis de l'enduit renforcé pour un montant de 24 165,60€ TTC.

Une vérification de la surface sera à faire avant l'exécution des travaux. La facture sera établie en conséquence.

Autorise Mme le Maire à signer le bon de commande et tout document y afférent.

8 - *Délibération N°2016-05/26 : Devis travaux*

Remplacement d'un passage busé à la Cressonnière :

Entreprise Philippe à Choisy en Brie = 4 668,00 € TTC

Entreprise EST http à Grandpuits = 4 812,00 € TTC

Mme Christine Guillette ne prend part au vote, le Conseil Municipal choisit à la majorité l'Entreprise Philippe.

Reprofilage de fossé sur le hameau Maison Rouge :

Entreprise Philippe à Choisy en Brie = 312,00 € TTC

Mme Christine Guillette ne prend part à la décision, le Conseil Municipal accepte à la majorité l'Entreprise Philippe.

Suite aux pluies diluviennes, la route à l'angle de Bois St Georges et de la station d'épuration a été inondée. Le problème semble provenir des buses. Le Conseil Municipal demande de faire des devis pour changer les buses et pour curer le fossé.

9 - *Questions Diverses*

- *Appel d'offres pour les travaux de la salle des fêtes*

Le marché public est en cours. Cela concerne le chauffage, les dalles du plafond et tout l'éclairage intérieur et extérieur de la salle des fêtes.

- *Logiciel Cimetière*

Des renseignements auprès d'autres collectivités et au prestataire JVS ont été demandé pour un logiciel de gestion de cimetière.

Le coût pour la 1^{ère} année serait d'environ 1 000 € (formation, intégration du plan et des concessions)

Les années suivantes, le coût de la maintenance serait de 260 €.

Le Conseil Municipal donne un avis favorable pour cette prestation et cet achat.

- *Visite de la SOCOTEC à la salle des fêtes*

Suite à la visite annuelle de la SOCOTEC à la salle des fêtes, la SOCOTEC recommande de ne plus toucher au thermostat des réfrigérateurs. Les prises des réfrigérateurs et du congélateur sont à remettre aux normes.

- *Brocante du 26 juin*

Mme le Maire demande au Président de SLD, s'il a besoin d'aide de la commune pour préparer la brocante du 26 juin. Ce dernier réfléchit avec l'association SLD et revient vers la commune, si besoin.

- *Visite du SDIS*

Le SDIS est passé pour effectuer sa visite annuelle. La mairie attend le compte rendu.

Prochain conseil le jeudi 23 juin à 20h30.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 22h.



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.